

Source : <https://www.euractiv.fr/section/climat/opinion/ipcc-1-5c-report-a-clarion-call-for-eu-action-on-climate/>

Téléchargement 24 01 2018

Le «rapport 1,5°» du Giec rappelle l'Europe à ses responsabilités

DISCLAIMER: Toutes les opinions affichées dans cette colonne reflètent l'avis de l'auteur, pas celle d'EURACTIV.com PLC.

Par : [Bert Metz](#)

19 janv. 2018



Les épisodes climatiques extrêmes se multiplient. [NOAA]

Langues : [English](#)

Le projet de rapport du Giec sur l'objectif d'un maximum de 1,5 °C de réchauffement climatique semble donner raison aux optimistes, à la condition que des actions urgentes soient mises en place sans attendre, avertit Bert Metz.

Bert Metz a été négociateur en chef pour les Pays-Bas et l'Union européenne pour la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto. Il a également rempli la fonction de co-président du Groupe de travail sur l'atténuation des changements climatiques du GIEC entre 1997 et 2008. Il est membre de European Climate Foundation et fait partie de plusieurs comités consultatifs scientifiques.

Chaque mois supplémentaire dévoile un peu plus la menace que représente le changement climatique pour notre planète. Aujourd'hui déjà, alors que les températures moyennes n'ont augmenté que d'un degré Celsius par rapport à l'ère préindustrielle, inondations, sécheresses, feux de forêt et événements météorologiques extrêmes font de plus en plus de victimes et de dégâts.

C'est dans ce contexte qu'il convient d'appréhender le rapport sur les impacts d'un réchauffement de 1,5 °C commandé au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) par la

COP21, dont [une version préliminaire](#) a fait l'objet d'une fuite dans les médias.

Sans perdre de vue que le rapport final n'est attendu qu'en octobre et que des changements importants peuvent être apportés, les conclusions des experts du Giec s'annoncent plutôt encourageantes : en substance, le réchauffement climatique peut encore être maintenu sous la barre de 1,5°C, ce qui permettrait d'éviter bon nombre d'impacts environnementaux et sociaux dévastateurs auxquels nous serons confrontés même si nous parvenons à le limiter à 2°C. Mais pour atteindre cet objectif, nous devons agir résolument et sans délai.

L'Union européenne, plus particulièrement, doit renforcer ses objectifs climatiques en vue de les adapter à l'objectif de 1,5 °C. Au cours de la conférence sur le climat à Paris en 2015, l'Union européenne a apporté son soutien aux nations vulnérables qui avançaient, à jute titre, qu'un réchauffement de 2°C menacerait leur survie. Les Nations Unies sont ainsi parvenues à inclure dans l'accord final un engagement à « limiter la hausse de la température bien en deçà de 2°C et à poursuivre les efforts pour limiter la hausse de la température à 1,5°C. »

Aux yeux du citoyen ordinaire, un demi degré de hausse de la température globale peut sembler insignifiant. Néanmoins, les scientifiques craignent de plus en plus que notre planète subisse des effets importants et potentiellement irréversibles à 2°C qui pourraient être évités à 1,5°C.

Pour certains écosystèmes, notamment les récifs coralliens, la différence entre 1,5 et 2°C pourrait être fondamentale. Et pour les communautés vulnérables des pays en voie de développement, la moindre augmentation des températures moyennes augmente les risques de catastrophe et réduit les possibilités d'adaptation.

Les risques d'augmentation du niveau des océans, de plusieurs mètres à plus long terme, sont nettement moins importants dans le cadre d'un scénario à 1,5°C par rapport à celui à 2°C, une différence cruciale pour de nombreuses petites îles et pour les États côtiers de faible altitude. Les rendements agricoles en Afrique et en Amérique centrale sera fortement limitée, notamment du fait des risques de sécheresse et de canicule.

Mais les régions les plus riches de notre planète, l'Europe y compris, seront elles aussi soumises aux impacts du changement climatique. Des périodes prolongées de fortes chaleurs, semblables à la vague de chaleur mortelle de l'été dernier baptisée « Lucifer », seront beaucoup plus fréquentes. Les rendements agricoles baisseront sous l'effet des sécheresses. Des effets climatiques plus importants autour des frontières de l'Europe provoqueront des déplacement de populations croissants.



L'ONU appelle à investir davantage dans la technologie pour sauver l'accord de Paris

Si tous les tats parties de l'Accord de Paris tenaient leurs engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'augmentation de la température sur la planète atteindrait probablement 3-3,2°C avant 2100, et l'objectif de 2°C voire de 1,5°C ne serait donc pas respecté, calculent les Nations unies dans leur 8e rapport annuel « Emissions Gap ». Mais investir dans les bonnes technologies pourrait sauver la mise. [Un article de notre partenaire, La Tribune.](#)

Dans ses efforts destinés à atteindre l'objectif de 1,5°C, l'Europe a une obligation morale à contribuer à la protection des communautés les plus vulnérables à travers le monde, conformément à son engagement pris à Paris. Mais l'Europe a également tout intérêt à agir, seul moyen d'éviter les pires effets liés au changement climatique.

Le respect de l'engagement de limiter le réchauffement à 1,5°C nécessitera une élimination totale, à l'horizon 2050, des émissions globales de dioxyde de carbone (CO₂), toujours en augmentation aujourd'hui. Cet objectif devra être atteint pour 2060-2070 en ce qui concerne l'ensemble des gaz à effet de serre, notamment le méthane et le protoxyde d'azote. En outre, il sera nécessaire d'éliminer de l'atmosphère des quantités non négligeables de CO₂ par le biais de la reforestation, l'amélioration du captage du carbone dans les sols agricoles et d'autres techniques.

Pourtant, plus d'un an après l'entrée en vigueur de l'accord de Paris, L'Union européenne n'a pas modifié son objectif climatique à long terme, fixé en 2007, qui vise pour 2050 une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 80 % à 95 % par rapport à 1990. Pire, les actions entreprises jusqu'à présent permettront tout juste à l'Europe d'atteindre le bas de cette fourchette.

Par conséquent, l'Europe doit commencer par reconnaître que les efforts consentis jusqu'à présent, bien que louables au regard de ceux des autres pays développés, ne sont pas suffisants.

Ensuite, l'Union européenne et ses Etats membres devront prendre des mesures visant une réduction totale des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050, et ajuster leurs objectifs intermédiaires en ce sens. La France, qui s'attellera cette année à la révision de sa stratégie nationale bas-carbone à l'horizon 2050 et de sa programmation pluriannuelle de l'énergie à l'horizon 2028, aura ainsi une excellente occasion d'affirmer, dans l'action, son leadership climatique en alignant ses plans avec l'accord de Paris.

La bonne nouvelle, c'est que les solutions technologiques nécessaires (production d'énergie à émissions nulles, véhicules électriques, techniques agricoles intelligentes sur le plan climatique, captage et stockage du carbone) sont disponibles et, de surcroît, à un coût de plus en plus compétitif, comme le montrait encore très récemment l'Irena à propos des énergies renouvelables. Ce qui manque, c'est la volonté politique d'apporter tout le soutien réglementaire requis et dans certains cas, comme celui des technologies émergentes, une aide financière temporaire.

Le jeu en vaut la chandelle : outre les impacts qu'elle permettra d'éviter, l'élimination progressive des énergies fossiles réduira drastiquement les niveaux de pollution locale et, par conséquent, les risques sanitaires. Elle favorisera l'innovation technologique, source de croissance économique, d'avantages compétitifs et d'emplois. Elle garantira des systèmes de production d'énergie plus sûrs et plus rentables. Tous ces bénéfices indirects seront plus importants si des actions déterminantes sont entreprises pour adopter le processus de limitation à 1,5°C.

Inversement, les coûts économiques d'un échec dans la lutte contre le changement climatique seraient considérables. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, contenir le réchauffement climatique à 1,5°C générerait un surcroît de PIB mondial de 10 % en 2050, par rapport à une augmentation de 2,5°C. Cette croissance économique, y compris en Europe, compenserait, à terme, les coûts liés à l'adoption rapide d'un processus de réduction totale des émissions.

Assurément, les efforts nécessaires pour contenir l'augmentation moyenne de la température globale à 1,5°C sont considérables. Nous savons aussi qu'il nous reste peu de temps pour agir avant que les quantités de gaz à effet de serre présentes dans l'atmosphère nous condamnent à des élévations de température catastrophiques pour les siècles prochains.

Le rapport du Giec devrait faire office de sonnette d'alarme et encourager l'Union européenne à vraiment protéger ses citoyens, en prenant des engagements et en appliquant des politiques qui soient en phase avec ses discours dans les instances internationales.



Financement du GIEC: une bonne action pour pas cher

La France n'a pas fait d'annonce à la COP23, si ce n'est celle du financement du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat, dont le budget de fonctionnement varie entre 5 et 8 millions d'euros.